



## PREALABLE DES ELUS SUD – CE DU 22 OCTOBRE 2013

### **101 millions d'euros !**

101 millions d'euros c'est, selon le Canard Enchaîné, ce qu'aurait payé France Télévisions à des cabinets privés pour accompagner le changement en 2010.

101 millions jetés par les fenêtres car 3 ans plus tard, le bilan est catastrophique. Le modèle économique et structurel vendu par ces charlatans n'a en rien stabilisé l'entreprise. Depuis 2010, France Télévisions enchaîne plans d'économie sur plan d'économie et supporte une organisation chaotique, pathogène, budgétivore en cadres et en managers, énergivore en déplacement.

101 millions d'euros, c'est une sacré somme ! Combien de locales aurions-nous pu maintenir toute l'année avec un ou deux millions ? Combien de programmes aurions-nous pu fabriquer ? Aurions-nous alors répondu à nos missions de service public et aux attentes des téléspectateurs ?

Au lieu de cela, l'entreprise a hérité en 2010 d'un mille-feuille d'encadrement, mille fois dénoncé par les parlementaires, jamais remis en question.

Et les pôles, 3 ans après leur mise en place, quel bilan en tirer ? A quoi peut donc bien servir un pôle de gouvernance, surveillant général des antennes et courroie de transmission servile et si utile à un certain « parisianisme » ?

A quoi sert aujourd'hui un DRA qui n'a pas d'autonomie, qui ne décide rien sans l'autorisation du pôle, qui n'a pas autorité sur son antenne, qui ne fabrique plus de programmes régionaux ?

N'y-t-il pas là matière à revoir la structure, puisque l'entreprise cherche désespérément de nouvelles ressources ?

Au lieu de cela, le PDG de France Télévisions, Rémy Pflimlin, a présenté en CCE le 15 octobre un nouveau plan d'économie sous la forme d'un plan de départ volontaire devant se solder par la suppression de 361 postes. Ce plan en profite en plus pour introduire surnoisement des poly-compétences amenant par exemple le journaliste à exercer aussi le métier de monteur.

Parmi les 361 postes supprimés, nombreux sont ceux d'opérationnels, monteurs, rédacteurs, assistantes d'émission. C'est donc plus que jamais à la colonne vertébrale de l'entreprise, que la direction générale s'attaque. Incohérent non ?

Le plan présenté au CCE est inquiétant. Il n'apporte pas la preuve qu'il va améliorer nos antennes qualitativement. Il ne démontre pas plus que nos missions de service public, notamment de proximité, seront mieux réalisées.

Non, vraiment, c'est un plan purement comptable et productiviste sans propositions de développement, sans objectifs chiffrés, sans projet global.

Comment s'étonner que les syndicats, représentants des salariés, s'opposent à celui-ci puisqu'il préfigure le démantèlement de France Télévisions et d'un service public audiovisuel de qualité et de proximité.

Seule une remise en question en profondeur du modèle économique et structurel pourra sauver l'entreprise.

Seules des embauches permettront à l'entreprise de s'en sortir en renforçant les moyens humains, les équipes de programmes et d'informations, tous métiers confondus.

C'est pourquoi aujourd'hui 22 octobre 2013, les élus et le représentant syndical du syndicat SUD demandent à la direction de retirer son plan de départ volontaire, véritable plan social qui met en péril l'avenir de l'entreprise.

Les élus SUD ne siégeront pas dans cette instance si la direction s'obstine à vouloir maintenir son plan de démolition de France Télévisions.

Bordeaux, le 22 octobre 2013